

Contracts
C/ADM/610 - Contracts, Leases, and Agreements (C)

02/01/1963 - 14/05/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-0731</u>
BOX	<u>12</u>
FILE	<u>7</u>
ACC.	<u>DAG 13/1.6.1.0</u>

DECLASSIFIED


INTER OFFICE MEMO

⑧
C/ADM 610
C/ADM/610 GEN
DG/fg
23 January 1963

To : . Chief Audit and Inspection Service
✓ Special Legal Adviser
From : Chief Procurement Officer *[Signature]*
Subject : Contract with Semaco for maintenance and repair of
elevators "Building Lys" and "Building Yser".

...
1. Attached hereto, Please find for your records, two copies
each of the above mentioned contracts.

CONTRAT

DG/ga 

ENTRE

d'une part :

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des
Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC",

ET

d'autre part :

la Société Electricité Mécanique et
Ascenseurs au Congo, ci-après dénommée
"SEMACO", représentée par les soussi-
gnés C. GILSON et A. COEYMANS Adminis-
trateurs;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. La SEMACO s'engage à entretenir, dépanner et réparer
les ascenseurs et monte-charge de marque Jaspar installés dans
le building YSER (quartier Hyppodrome, Léopoldville) occupé par
l'ONUC selon les termes du présent contrat.

Article 2. Le présent contrat prendra cours le 1er Février 1963.
Il est conclu pour une durée de deux mois, renouvelable par tacite
reconduction à son échéance, pour des périodes successives de
trois mois. Il peut être résilié par chacune des parties avant
son échéance, moyennant un préavis de trente jours notifié par
lettre recommandée, sans qu'aucune des parties puisse demander
une indemnité quelconque. Nonobstant les dispositions précé-
dentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps avec
effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération
des Nations Unies au Congo cesserait ses activités dans la région
de Léopoldville.

Article 3. Le montant du forfait trimestriel pour l'entretien,
le réglage et le dépannage des deux ascenseurs et deux monte-
charge Jaspar installés dans le building YSER est établi à Frs.
36,140.-. Ce montant est calculé suivant le taux minimum de
salaire légal des travailleurs Congolais de la catégorie "lourd",
tel que fixé par l'autorité compétente pour la M.O.I. (base au
1.9.62: 112.55.- francs Congolais par jour.

Il reste entendu que le montant pour les deux premiers mois
est de 24,093.- francs Congolais.

Le forfait pour la reconduction d'une période trimestrielle sera révisé en fonction de la variation de ce taux selon la formule ci-après (entendu que le coût de la main-d'oeuvre Congolaise représente 100% du prix du forfait).

$$F_n = F \cdot \frac{X_n}{X} \quad \text{ou}$$

F_n = forfait trimestriel pour la reconduction d'une nouvelle période;

F = forfait trimestriel tel que prévu au contrat;

X_n = taux minimum de salaire constaté à la date de reconduction du contrat;

X = taux minimum de salaire constaté 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le taux minimum de la M.O.I. à prendre en référence est celui d'une famille type composée d'un travailleur chargé d'une femme et deux enfants. Il comprend le salaire proprement dit, augmenté de la ration, de l'indemnité de logement, de couverture, et des allocations familiales en vigueur à Léopoldville (voir décret du 16 Mars 1962 sur le contrat de travail et du 26 Mai 1951 sur les allocations familiales).

Article 4. La SEMACO procédera une fois par mois à la vérification de tout l'appareillage, le treuil, les relais, la manoeuvre, et particulièrement les dispositifs de sécurité; en un mot, tout ce qui appartient à l'installation, de façon à en garantir le fonctionnement régulier; elle effectuera également le nettoyage le graissage et éventuellement le réglage.

La SEMACO fera ces opérations sous le contrôle d'un de ses techniciens européens qualifiés. La SEMACO fournira les ingrédients et les graisses nécessaires.

Article 5. Ne sont pas compris dans le forfait : les réparations et les remplacements des pièces cassées ou usées, le nettoyage journalier de la cabine, ni les dépannages nécessités par dérangements provoqués par faute grave d'un usager.

Article 6. En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement de l'ascenseur, la SEMACO prendra le plus tôt possible, à partir du moment où elle aura été avisée, toute action utile pour libérer les usagers qui pourraient être calés dans la cabine; elle prendra en outre dans les 24 heures, toutes dispositions nécessaires pour éviter le chômage prolongé de l'ascenseur.

L'ONUC s'interdit de réclamer un dédommagement quelconque du fait de l'immobilisation de l'ascenseur, si celle-ci est due à des cas de force majeure ou au manque de pièces de rechange.

Article 7. Lors des visites par le personnel de la SEMACO, l'ascenseur sera mis à l'entière disposition de ce personnel qui pourra l'immobiliser pendant le temps nécessaire. Les convenances des usagers seront cependant ménagées autant que possible.

La salle des machines doit être fermée à clé et être inaccessible à toute personne incompétente. La SEMACO pourra y remiser son outillage et les ingrédients nécessaires à l'entretien.

Article 8. Tous les trois mois, la SEMACO adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture pour l'entretien, le réglage et le dépannage des ascenseurs et monte-charge selon le tarif établi à l'Article 3 du présent contrat. Cette facture est payable dans les 30 jours après sa réception.

Article 9. Toute réparation et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'une facture séparée. Les pièces de rechange et accessoires fournies par la SEMACO seront facturées au prix net de catalogue. Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

L'ONUC se réserve l'option de fournir de son stock à la SEMACO les pièces de rechange nécessaires à la réparation des ascenseurs et monte-charge.

Article 10. Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à la SEMACO toutes les réparations aux ascenseurs et monte-charge installés dans le building *YSER*. Il reste entendu que la SEMACO ne prend aucune responsabilité pour les travaux de réglage ou de réparation exécutés par des tiers à la demande de l'ONUC.

Article 11. Dans l'exécution des termes du présent contrat, il est entendu que la SEMACO prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de la SEMACO ne pourront en aucun cas être considérés comme agent de l'ONUC. La SEMACO est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 12. La SEMACO s'engage à conclure une assurance couvrant sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers en cas d'accident causé par suite d'un défaut d'entretien.

Une copie de la police d'assurance sera annexée au présent contrat avec lequel elle formera un tout.

Article 13. Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

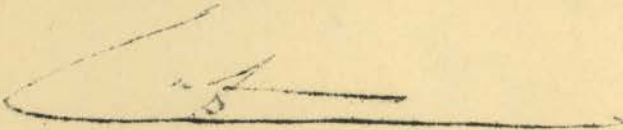
Article 14. Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'Avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

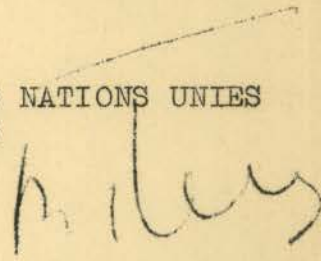
Article 15. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 15 Janvier 1963.

Pour S.E.M.A.C.O.


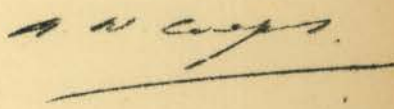
Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO


A. COEYMANS & C. GILSON
Administrateurs



B.T. TWIGT
Chef des Services Administratifs

VISAS ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF
Le Chef du Service d'Inspection : P.C. MARTIN
Le Chef du Service du Logement : N.G. LANSER
Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER

CONTRAT

DG/ga 

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des Services Administratifs, ci-après dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC",

ET

d'autre part :

la Société Electricité Mécanique et Ascenseurs au Congo, ci-après dénommée "SEMACO", représentée par les soussignés C. GILSON et A. COEYMANS Administrateurs;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. La SEMACO s'engage à entretenir, dépanner et réparer les ascenseurs et monte-charge de marque Jaspar installés dans le building YSER (quartier Hyppodrome, Léopoldville) occupé par l'ONUC selon les termes du présent contrat.

Article 2. Le présent contrat prendra cours le 1er Février 1963. Il est conclu pour une durée de deux mois, renouvelable par tacite reconduction à son échéance, pour des périodes successives de trois mois. Il peut être résilié par chacune des parties avant son échéance, moyennant un préavis de trente jours notifié par lettre recommandée, sans qu'aucune des parties puisse demander une indemnité quelconque. Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps avec effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ses activités dans la région de Léopoldville.

Article 3. Le montant du forfait trimestriel pour l'entretien, le réglage et le dépannage des deux ascenseurs et deux monte-charge Jaspar installés dans le building YSER est établi à Frs. 36,140.--. Ce montant est calculé suivant le taux minimum de salaire légal des travailleurs Congolais de la catégorie "lourd", tel que fixé par l'autorité compétente pour la M.O.I. (base au 1.9.62: 112.55.- francs Congolais par jour.

Il reste entendu que le montant pour les deux premiers mois est de 24,093.- francs Congolais.

Le forfait pour la reconduction d'une période trimestrielle sera révisé en fonction de la variation de ce taux selon la formule ci-après (entendu que le coût de la main-d'oeuvre Congolaise représente 100% du prix du forfait).

$$F_n = F \cdot \frac{X_n}{X} \quad \text{ou}$$

F_n = forfait trimestriel pour la reconduction d'une nouvelle période;

F = forfait trimestriel tel que prévu au contrat;

X_n = taux minimum de salaire constaté à la date de reconduction du contrat;

X = taux minimum de salaire constaté 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le taux minimum de la M.O.I. à prendre en référence est celui d'une famille type composée d'un travailleur chargé d'une femme et deux enfants. Il comprend le salaire proprement dit, augmenté de la ration, de l'indemnité de logement, de couverture, et des allocations familiales en vigueur à Léopoldville (voir décret du 16 Mars 1962 sur le contrat de travail et du 26 Mai 1951 sur les allocations familiales).

Article 4. La SEMACO procédera une fois par mois à la vérification de tout l'appareillage, le treuil, les relais, la manoeuvre, et particulièrement les dispositifs de sécurité; en un mot, tout ce qui appartient à l'installation, de façon à en garantir le fonctionnement régulier; elle effectuera également le nettoyage le graissage et éventuellement le réglage.

La SEMACO fera ces opérations sous le contrôle d'un de ses techniciens européens qualifiés. La SEMACO fournira les ingrédients et les graisses nécessaires.

Article 5. Ne sont pas compris dans le forfait : les réparations et les remplacements des pièces cassées ou usées, le nettoyage journalier de la cabine, ni les dépannages nécessités par dérangements provoqués par faute grave d'un usager.

Article 6. En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement de l'ascenseur, la SEMACO prendra le plus tôt possible, à partir du moment où elle aura été avisée, toute action utile pour libérer les usagers qui pourraient être calés dans la cabine; elle prendra en outre dans les 24 heures, toutes dispositions nécessaires pour éviter le chômage prolongé de l'ascenseur.

L'ONUC s'interdit de réclamer un dédommagement quelconque du fait de l'immobilisation de l'ascenseur, si celle-ci est due à des cas de force majeure ou au manque de pièces de rechange.

Article 7. Lors des visites par le personnel de la SEMACO, l'ascenseur sera mis à l'entière disposition de ce personnel qui pourra l'immobiliser pendant le temps nécessaire. Les convenances des usagers seront cependant ménagées autant que possible.

La salle des machines doit être fermée à clé et être inaccessible à toute personne incompétente. La SEMACO pourra y remiser son outillage et les ingrédients nécessaires à l'entretien.

Article 8. Tous les trois mois, la SEMACO adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture pour l'entretien, le réglage et le dépannage des ascenseurs et monte-charge selon le tarif établi à l'Article 3 du présent contrat. Cette facture est payable dans les 30 jours après sa réception.

Article 9. Toute réparation et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'une facture séparée. Les pièces de rechange et accessoires fournies par la SEMACO seront facturées au prix net de catalogue. Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

L'ONUC se réserve l'option de fournir de son stock à la SEMACO les pièces de rechange nécessaires à la réparation des ascenseurs et monte-charge.

Article 10. Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à la SEMACO toutes les réparations aux ascenseurs et monte-charge installés dans le building YSER. Il reste entendu que la SEMACO ne prend aucune responsabilité pour les travaux de réglage ou de réparation exécutés par des tiers à la demande de l'ONUC.

Article 11. Dans l'exécution des termes du présent contrat, il est entendu que la SEMACO prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de la SEMACO ne pourront en aucun cas être considérés comme agent de l'ONUC. La SEMACO est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 12. La SEMACO s'engage à conclure une assurance couvrant sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers en cas d'accident causé par suite d'un défaut d'entretien.

Une copie de la police d'assurance sera annexée au présent contrat avec lequel elle formera un tout.

Article 13. Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

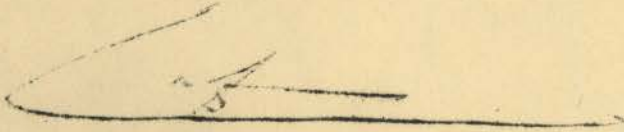
Article 14. Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'Avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

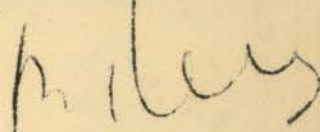
Article 15. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 15 Janvier 1963.

Pour S.E.M.A.C.O.

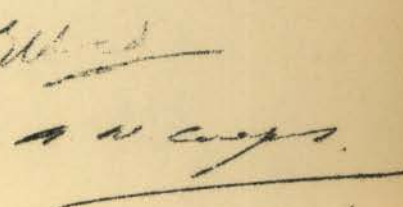
Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO


A. COEYMANS & C. GILSON
Administrateurs



B.T. TWIGT
Chef des Services Administratifs

VISAS ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF
Le Chef du Service d'Inspection : P.C. MARTIN
Le Chef du Service du Logement : N.G. LANSER
Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER



CONTRAT

DG/ga 

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des
Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC",

ET

d'autre part :

la Société Electricité Mécanique et
Ascenseurs au Congo, ci-après dénommée
"SEMACO", représentée par les soussi-
gnés C. GILSON et A. COEYMANS Adminis-
trateurs;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. La SEMACO s'engage à entretenir, dépanner et réparer
les ascenseurs et monte-charge de marque Jaspar installés dans
le building **LYS** (quartier Hyppodrome, Léopoldville) occupé par
l'ONUC selon les termes du présent contrat.

Article 2. Le présent contrat prendra cours le 1er Février 1963.
Il est conclu pour une durée de deux mois, renouvelable par tacite
reconduction à son échéance, pour des périodes successives de
trois mois. Il peut être résilié par chacune des parties avant
son échéance, moyennant un préavis de trente jours notifié par
lettre recommandée, sans qu'aucune des parties puisse demander
une indemnité quelconque. Nonobstant les dispositions précé-
dentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps avec
effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération
des Nations Unies au Congo cesserait ses activités dans la région
de Léopoldville.

Article 3. Le montant du forfait trimestriel pour l'entretien,
le réglage et le dépannage des deux ascenseurs et deux monte-
charge Jaspar installés dans le building **LYS** est établi à Frs.
36,140.--. Ce montant est calculé suivant le taux minimum de
salaire légal des travailleurs Congolais de la catégorie "lourd",
tel que fixé par l'autorité compétente pour la M.O.I. (base au
1.9.62: 112.55.- francs Congolais par jour.

Il reste entendu que le montant pour les deux premiers mois
est de 24,093.- francs Congolais.

Le forfait pour la reconduction d'une période trimestrielle sera révisé en fonction de la variation de ce taux selon la formule ci-après (entendu que le coût de la main-d'oeuvre Congolaise représente 100% du prix du forfait).

$$F_n = F \cdot \frac{X_n}{X} \quad \text{ou}$$

F_n = forfait trimestriel pour la reconduction d'une nouvelle période;

F = forfait trimestriel tel que prévu au contrat;

X_n = taux minimum de salaire constaté à la date de reconduction du contrat;

X = taux minimum de salaire constaté 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le taux minimum de la M.O.I. à prendre en référence est celui d'une famille type composée d'un travailleur chargé d'une femme et deux enfants. Il comprend le salaire proprement dit, augmenté de la ration, de l'indemnité de logement, de couverture, et des allocations familiales en vigueur à Léopoldville (voir décret du 16 Mars 1962 sur le contrat de travail et du 26 Mai 1951 sur les allocations familiales).

Article 4. La SEMACO procédera une fois par mois à la vérification de tout l'appareillage, le treuil, les relais, la manoeuvre, et particulièrement les dispositifs de sécurité; en un mot, tout ce qui appartient à l'installation, de façon à en garantir le fonctionnement régulier; elle effectuera également le nettoyage le graissage et éventuellement le réglage.

La SEMACO fera ces opérations sous le contrôle d'un de ses techniciens européens qualifiés. La SEMACO fournira les ingrédients et les graisses nécessaires.

Article 5. Ne sont pas compris dans le forfait : les réparations et les remplacements des pièces cassées ou usées, le nettoyage journalier de la cabine, ni les dépannages nécessités par dérangements provoqués par faute grave d'un usager.

Article 6. En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement de l'ascenseur, la SEMACO prendra le plus tôt possible, à partir du moment où elle aura été avisée, toute action utile pour libérer les usagers qui pourraient être calés dans la cabine; elle prendra en outre dans les 24 heures, toutes dispositions nécessaires pour éviter le chômage prolongé de l'ascenseur.

L'ONUC s'interdit de réclamer un dédommagement quelconque du fait de l'immobilisation de l'ascenseur, si celle-ci est due à des cas de force majeure ou au manque de pièces de rechange.

Article 7. Lors des visites par le personnel de la SEMACO, l'ascenseur sera mis à l'entière disposition de ce personnel qui pourra l'immobiliser pendant le temps nécessaire. Les convenances des usagers seront cependant ménagées autant que possible.

La salle des machines doit être fermée à clé et être inaccessible à toute personne incompétente. La SEMACO pourra y remiser son outillage et les ingrédients nécessaires à l'entretien.

Article 8. Tous les trois mois, la SEMACO adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture pour l'entretien, le réglage et le dépannage des ascenseurs et monte-charge selon le tarif établi à l'Article 3 du présent contrat. Cette facture est payable dans les 30 jours après sa réception.

Article 9. Toute réparation et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'une facture séparée. Les pièces de rechange et accessoires fournies par la SEMACO seront facturées au prix net de catalogue. Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

L'ONUC se réserve l'option de fournir de son stock à la SEMACO les pièces de rechange nécessaires à la réparation des ascenseurs et monte-charge.

Article 10. Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à la SEMACO toutes les réparations aux ascenseurs et monte-charge installés dans le building *LYS*. Il reste entendu que la SEMACO ne prend aucune responsabilité pour les travaux de réglage ou de réparation exécutés par des tiers à la demande de l'ONUC.

Article 11. Dans l'exécution des termes du présent contrat, il est entendu que la SEMACO prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de la SEMACO ne pourront en aucun cas être considérés comme agent de l'ONUC. La SEMACO est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 12. La SEMACO s'engage à conclure une assurance couvrant sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers en cas d'accident causé par suite d'un défaut d'entretien.

Une copie de la police d'assurance sera annexée au présent contrat avec lequel elle formera un tout.

Article 13. Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.


Article 14. Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'Avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

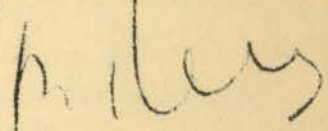
Article 15. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 15 Janvier 1963.

Pour S.E.M.A.C.O.

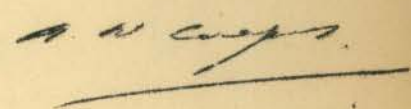
Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO


A. COEYMANS & C. GILSON
Administrateurs



B.T. TWIGT
Chef des Services Administratifs

VISAS ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF
Le Chef du Service d'Inspection : P.C. MARTIN
Le Chef du Service du Logement : N.G. LANSER
Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER



CONTRAT

DG/ga 

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des
Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC",

ET

d'autre part :

la Société Electricité Mécanique et
Ascenseurs au Congo, ci-après dénommée
"SEMACO", représentée par les soussi-
gnés C. GILSON et A. COEYMANS Adminis-
trateurs;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. La SEMACO s'engage à entretenir, dépanner et réparer
les ascenseurs et monte-charge de marque Jaspar installés dans
le building **LYS** (quartier Hyppodrome, Léopoldville) occupé par
l'ONUC selon les termes du présent contrat.

Article 2. Le présent contrat prendra cours le 1er Février 1963.
Il est conclu pour une durée de deux mois, renouvelable par tacite
reconduction à son échéance, pour des périodes successives de
trois mois. Il peut être résilié par chacune des parties avant
son échéance, moyennant un préavis de trente jours notifié par
lettre recommandée, sans qu'aucune des parties puisse demander
une indemnité quelconque. Nonobstant les dispositions précé-
dentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps avec
effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération
des Nations Unies au Congo cesserait ses activités dans la région
de Léopoldville.

Article 3. Le montant du forfait trimestriel pour l'entretien,
le réglage et le dépannage des deux ascenseurs et deux monte-
charge Jaspar installés dans le building **LYS** est établi à Frs.
36,140.--. Ce montant est calculé suivant le taux minimum de
salaire légal des travailleurs Congolais de la catégorie "lourd",
tel que fixé par l'autorité compétente pour la M.O.I. (base au
1.9.62: 112.55.- francs Congolais par jour.

Il reste entendu que le montant pour les deux premiers mois
est de 24,093.- francs Congolais.

Le forfait pour la reconduction d'une période trimestrielle sera révisé en fonction de la variation de ce taux selon la formule ci-après (entendu que le coût de la main-d'oeuvre Congolaise représente 100% du prix du forfait).

$$F_n = F \cdot \frac{X_n}{X} \quad \text{ou}$$

F_n = forfait trimestriel pour la reconduction d'une nouvelle période;

F = forfait trimestriel tel que prévu au contrat;

X_n = taux minimum de salaire constaté à la date de reconduction du contrat;

X = taux minimum de salaire constaté 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le taux minimum de la M.O.I. à prendre en référence est celui d'une famille type composée d'un travailleur chargé d'une femme et deux enfants. Il comprend le salaire proprement dit, augmenté de la ration, de l'indemnité de logement, de couverture, et des allocations familiales en vigueur à Léopoldville (voir décret du 16 Mars 1962 sur le contrat de travail et du 26 Mai 1951 sur les allocations familiales).

Article 4. La SEMACO procédera une fois par mois à la vérification de tout l'appareillage, le treuil, les relais, la manoeuvre, et particulièrement les dispositifs de sécurité; en un mot, tout ce qui appartient à l'installation, de façon à en garantir le fonctionnement régulier; elle effectuera également le nettoyage le graissage et éventuellement le réglage.

La SEMACO fera ces opérations sous le contrôle d'un de ses techniciens européens qualifiés. La SEMACO fournira les ingrédients et les graisses nécessaires.

Article 5. Ne sont pas compris dans le forfait : les réparations et les remplacements des pièces cassées ou usées, le nettoyage journalier de la cabine, ni les dépannages nécessités par dérangements provoqués par faute grave d'un usager.

Article 6. En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement de l'ascenseur, la SEMACO prendra le plus tôt possible, à partir du moment où elle aura été avisée, toute action utile pour libérer les usagers qui pourraient être calés dans la cabine; elle prendra en outre dans les 24 heures, toutes dispositions nécessaires pour éviter le chômage prolongé de l'ascenseur.

L'ONUC s'interdit de réclamer un dédommagement quelconque du fait de l'immobilisation de l'ascenseur, si celle-ci est due à des cas de force majeure ou au manque de pièces de rechange.

Article 7. Lors des visites par le personnel de la SEMACO, l'ascenseur sera mis à l'entière disposition de ce personnel qui pourra l'immobiliser pendant le temps nécessaire. Les convenances des usagers seront cependant ménagées autant que possible.

La salle des machines doit être fermée à clé et être inaccessible à toute personne incompétente. La SEMACO pourra y remiser son outillage et les ingrédients nécessaires à l'entretien.

Article 8. Tous les trois mois, la SEMACO adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture pour l'entretien, le réglage et le dépannage des ascenseurs et monte-charge selon le tarif établi à l'Article 3 du présent contrat. Cette facture est payable dans les 30 jours après sa réception.

Article 9. Toute réparation et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'une facture séparée. Les pièces de rechange et accessoires fournies par la SEMACO seront facturées au prix net de catalogue. Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

L'ONUC se réserve l'option de fournir de son stock à la SEMACO les pièces de rechange nécessaires à la réparation des ascenseurs et monte-charge.

Article 10. Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à la SEMACO toutes les réparations aux ascenseurs et monte-charge installés dans le building **LYS**. Il reste entendu que la SEMACO ne prend aucune responsabilité pour les travaux de réglage ou de réparation exécutés par des tiers à la demande de l'ONUC.

Article 11. Dans l'exécution des termes du présent contrat, il est entendu que la SEMACO prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de la SEMACO ne pourront en aucun cas être considérés comme agent de l'ONUC. La SEMACO est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 12. La SEMACO s'engage à conclure une assurance couvrant sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers en cas d'accident causé par suite d'un défaut d'entretien.

Une copie de la police d'assurance sera annexée au présent contrat avec lequel elle formera un tout.

Article 13. Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.


Article 14. Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'Avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

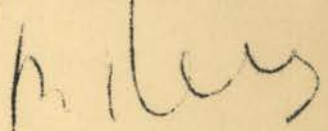
Article 15. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 15 Janvier 1963.

Pour S.E.M.A.C.O.

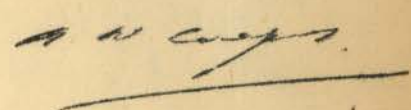
Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO


A. COEYMANS & C. GILSON
Administrateurs


B.T. TWIGT
Chef des Services Administratifs

VISAS ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF
Le Chef du Service d'Inspection : P.C. MARTIN
Le Chef du Service du Logement : N.G. LANSER
Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER



DG/ga

21 January 1963

Ref: C/ADM 6IO Gen

TO : Chief Audit and Inspection Service
✓ Special Legal Adviser
Chief Transport and Communications

FROM : Chief Procurement Officer

SUBJECT : Contract with Mr. DE WABL for lease of garage
"Petit-Pont" and addendum N° 1

..... 1. Attached hereto please find, for your records, two
copies of the above mentioned contract and addendum N° 1.

ENTRE

D'une part :

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, ci-après
dénommée le "PRENEUR"

ET,

D'autre part :

Monsieur Jean de Wael, 2562, Avenue Walcke, Léopoldville
ci-après dénommé le "BAILLEUR",

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 Le bailleur loue au preneur qui accepte un complexe sis 113, Avenue
Walcke à Léopoldville, comprenant :

- a) un garage
- b) cinq bureaux
- c) un magasin
- d) un appartement de 5 pièces, meublé selon inventaire en annexe.

Ce complexe est bâti sur la parcelle No. 142 du plan cadastral de
Léopoldville.

Article 2 Le présent contrat entrera en vigueur à partir du 15 Août 1962. Il est
conclu pour une période de 12 mois avec option pour le preneur de la
renouveler pour des périodes successives de 6 mois. Il peut être résilié
par chacune des parties n'importe quand moyennant un préavis de 3 mois.
Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au
contrat en tout temps avec effet immédiat au cas où l'Opération des
Nations Unies au Congo diminuerait ou cesserait ses activités dans la
région de Léopoldville.

Article 3 Le prix total de la location est fixé à Fr.C. 28.800 (vingt huit mille
huit cents francs congolais) par mois, payables anticipativement et men-
suellement en monnaie ayant cours légal dans la République du Congo et pour
la première fois à la signature du présent contrat.

.../...

- Article 4 Le loyer est portable et non-quérable et devra être versé au bailleur à son échéance à son compte bancaire No. C/C 902241 en la Banque du Congo à Léopoldville.
- Article 5 Le preneur prend le complexe dans l'état où il se trouve et il le reconnaît en bon état d'entretien à moins qu'il en soit constaté autrement par un état des lieux à établir contradictoirement entre les parties dans le courant du mois de Décembre 1962. Il est entendu que le bailleur prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance de ses locaux, installations, matériels, équipements et mobiliers, tandis que l'ONUC prend à sa charge seuls les frais de consommation d'eau et d'électricité, de même que les frais d'abonnement et de communications téléphoniques. Un relevé des compteurs sera établi contradictoirement par le bailleur et l'ONUC lors de l'entrée de celle-ci dans le lieu loué. Un autre relevé sera établi dans les mêmes conditions lorsqu'elle quittera les lieux loués.
- Article 6 Les locaux, installations et mobiliers mis à la disposition de l'ONUC seront utilisés en bon père de famille, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive du bailleur sans que celui-ci puisse prétendre à aucune indemnité ou dommage-intérêt à ce titre.
- Article 7 L'ONUC s'engage à prendre à sa charge toutes les petites réparations locatives usuelles. Il est entendu que les grosses réparations sont à la charge exclusive du bailleur.
- Article 8 En principe, l'ONUC ne peut modifier l'état ou la destination des lieux loués. Cependant, moyennant autorisation écrite et préalable du bailleur ou de son mandataire, l'ONUC pourra apporter des changements au complexe loué. Il reste entendu que toutes modifications permanentes et tous changements qui auraient été faits pendant la durée du bail resteront à son échéance la propriété du bailleur, à moins que celui-ci exige le rétablissement des lieux dans leur état primitif aux frais de l'ONUC.

- Article 9 Aux termes du présent contrat, il est spécifié que le preneur est son propre assureur. Le preneur prendra avec vigilance toutes mesures nécessaires contre les risques locatifs et notamment contre le risque d'incendie.
- Article 10 L'ONUC s'engage à rendre les locaux et le mobilier à l'expiration du bail dans leur état primitif, ^{sous réserve de l'art 6 et 8} sauf en ce qui concerne les conditions stipulées à l'article 8 ci-dessus. *et l'art. 6 (sous réserve de l'usage normal)*
- Article 11 L'état des lieux et l'inventaire seront annexés au présent contrat avec lequel ils formeront un tout au contrat.
- Article 12 A défaut d'exécution de l'une ou l'autre condition ci-dessus fixée et dont aucune n'est réputée comminatoire et spécialement à défaut du paiement d'un seul terme de loyer dans les 45 jours de son échéance, le bailleur aura le droit de résilier le présent bail suite à une mise en demeure restée sans exécution pendant cinq jours sans préjudice de tous ses droits et dommages intérêts éventuels.
- Article 13 L'ONUC renonce pour lui-même, son personnel travaillant dans les lieux loués ou s'y trouvant en tout état de cause, à tout recours généralement quelconque contre le bailleur au cas où la responsabilité de celui-ci pourrait être invoquée du chef de dommage ou d'explosion, à moins qu'il n'y ait négligence ou entretien défectueux de sa part. L'ONUC est déchargé expressément par le bailleur de toute responsabilité quant aux dégâts qui pourraient être occasionnés à ses meubles, effets et marchandises par l'eau, l'électricité ou par autre cause, soit qu'ils se produisent dans une partie du complexe ou proviennent des bâtiments voisins.
- Article 14 Aux fins des présents, les parties font élection de domicile, le bailleur à son domicile, 2562 Avenue Walcke à Léopoldville, le preneur au Quartier Général de l'Opération des Nations Unies à Léopoldville, où tous commandements, significations, notifications ou communications pourront lui être valablement signifiés, tant en sa présence qu'en son absence.

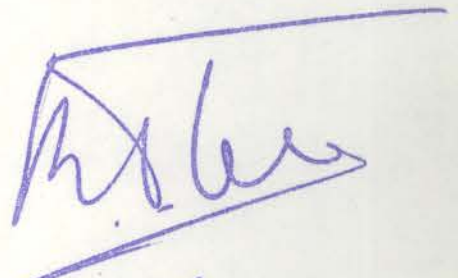
- Article 15 Toutes contestations et litiges entre les parties auxquelles donnerait lieu l'exécution du présent contrat seront soumises à la demande de l'une des parties à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.
- Article 16 Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies.
- Article 17 Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Fait à Léopoldville, le 15 Janvier 1963.

LE BAILLEUR





LE PRENEUR



Visas ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : ^{for} C. TAFF 

Le Chef du Service de l'Inspection ^{for} P.C. MARTIN 

Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER 

ADENDUM au CONTRAT ONUC/DE WABL du 15 Janvier 1963

Article 1 Le bailleur oue au preneur qui accepte l'équipement et l'outillage de garage détaillé ci-dessous pour la somme forfaitaire mensuelle de Fr.C. 15.360 (quinze mille trois cent soixante francs congolais).

<u>Description</u>	<u>Qté.</u>	<u>Prix unitaire neuf</u>	<u>Valeur unitaire au début de la location</u>
1. Compresseur à air "Champion" avec moteur électrique de 7 CV	1	75.450	45.270
2. Pont hydraulique	1	155.000	93.000
3. Appareil gonfleur complet avec tuyau (station essence)	1	15.410	9.246
4. Tour avec accessoires et grand plateau complet de 2 mandrins, 1 lunette fixe et 1 lunette suiveuse, 5 engrenages, 1 grand mandrin 4 griffes	1	450.000	270.000
5. Petit "V" de traçage	2	500	300
6. Grand "V" de traçage	2	1.000	600
7. Foreuse avec pied, marque Pacera	1	30.000	18.000
8. Série de 16 mèches à cone 11-24 m/m	1 set	4.320	2.592
9. Série de 25 mèches diverses cylindriques 6-19 m/m	1 set	1.420	894
10. 1 meule sur pied électrique, marque Blue Point, puissance 1 CV, 3 phases avec 2 meules émeri	1	8.580	5.148
11. Set micromètres "Starret" 0-4"	1 set	3.200	1.920
12. Boite d'alésoirs divers, 6 pièces 1/4" - 7/16"	1	7.000	4.200
13. Set de 3 pièces alésoirs divers, 7/16" - 1/2", 1/2"-9/16", 13/16"	1 set	5.400	3.240
14. Set de 11 pièces d'alésoirs extensibles, 12.5 - 30 m/m	1 set	14.850	8.910
15. Boite d'extracteurs pour boulons cassés	1	1.800	1.080
16. Chargeur pour batterie de marque Schrieber	1	12.000	7.200

.../...

<u>Description</u>	<u>Qté.</u>	<u>Prix unitaire neuf</u>	<u>Valeur unitaire au déb. location</u>
17. Pistolet à peinture avec tuyau, soupape de réduction, épurateur et manomètre de pression, marque Devilbis	1	3.200	1.920
18. Chariot pour poste de soudure autogène, 2 roues	1	2.700	1.620
19. Etau, grand modèle à pied	1.	4.700	2.820
20. Etau d'établi, 4" de luxe	1	1.500	900
21. Etabli	7	2.000	1.200
22. Table en acier	1	1.500	900
23. Table dactylo en acier, type FNMA, 2 tiroirs côté gauche	1	2.700	1.620
24. Etagère en acier	1	2.550	1.530
25. Etagère en acier pour stockage pneus	1	2.550	1.530

Article 2. Le preneur prend l'outillage et l'équipement dans l'état où ils se trouvent et il les reconnaît en bon état.

Article 3. L'équipement et outillage mis à la disposition de l'ONUC seront utilisés en bon père de famille, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive du bailleur sans que celui-ci puisse prétendre à aucune indemnité ou dommage-intérêt à ce titre.

Article 4. En cas de perte ou destruction de l'équipement ou d'une pièce le composant, l'ONUC s'engage à rembourser au bailleur le montant en francs congolais de la valeur agréée au début de la location.

Article 5. Le preneur s'engage à rendre le matériel et équipement à l'expiration du bail, sauf en ce qui concerne les conditions stipulées à l'article 4 ci-dessus.

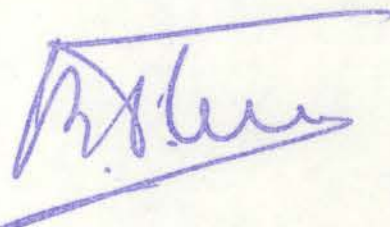
Article 6. Le présent adendum sera annexé au contrat de location avec lequel il formera un tout au contrat.

Article 7. Les clauses générales du contrat de location sont également applicables à cet adendum en ce qui concerne l'outillage.

Fait à Léopoldville, le 15 Janvier 1963

LE BAILLEUR

LE PRENEUR



Vissas ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF

for *K. Mandel*

Le Chef du Service de l'Inspection : P.C. MARTIN

K. Mandel

Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER

A.W. Cooper

N.B. - Il est certifié que l'équipement et l'outillage détaillé à l'Article 1 de l'Adendum au Contrat ONUC/ DE WAEI ont été inspectés le 11 Novembre 1962. Ils ont été pris en charge par la Section des Transports de l'ONU qui se trouve seule responsable.

Vand. Hoffmeyer
V. Hoffmeyer

Chief Transport Officer



edit. etc.

ENTRE

D'une part :

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, ci-après
dénommée le "PRENEUR"

ET,

D'autre part :

Monsieur Jean de Wael, 2562, Avenue Walcke, Léopoldville
ci-après dénommé le "BAILLEUR",

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 Le bailleur loue au preneur qui accepte un complexe sis 113, Avenue
Walcke à Léopoldville, comprenant :

- a) un garage
- b) cinq bureaux
- c) un magasin
- d) un appartement de 5 pièces, meublé selon inventaire en annexe.

Ce complexe est bâti sur la parcelle No. 142 du plan cadastral de
Léopoldville.

Article 2 Le présent contrat entrera en vigueur à partir du 15 Août 1962. Il est
conclu pour une période de 12 mois avec option pour le preneur de la
renouveler pour des périodes successives de 6 mois. Il peut être résilié
par chacune des parties n'importe quand moyennant un préavis de 3 mois.
Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au
contrat en tout temps avec effet immédiat au cas où l'Opération des
Nations Unies au Congo diminuerait ou cesserait ses activités dans la
région de Léopoldville.

Article 3 Le prix total de la location est fixé à Fr.C. 28.800 (vingt huit mille
huit cents francs congolais) par mois, payables anticipativement et men-
suellement en monnaie ayant cours légal dans la République du Congo et pour
la première fois à la signature du présent contrat.

.../...

- Article 4 Le loyer est portable et non-quérable et devra être versé au bailleur à son échéance à son compte bancaire No. C/C 902241 en la Banque du Congo à Léopoldville.
- Article 5 Le preneur prend le complexe dans l'état où il se trouve et il le reconnaît en bon état d'entretien à moins qu'il en soit constaté autrement par un état des lieux à établir contradictoirement entre les parties dans le courant du mois de Décembre 1962. Il est entendu que le bailleur prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance de ses locaux, installations, matériels, équipements et mobiliers, tandis que l'ONUC prend à sa charge seuls les frais de consommation d'eau et d'électricité, de même que les frais d'abonnement et de communications téléphoniques. Un relevé des compteurs sera établi contradictoirement par le bailleur et l'ONUC lors de l'entrée de celle-ci dans le lieu loué. Un autre relevé sera établi dans les mêmes conditions lorsqu'elle quittera les lieux loués.
- Article 6 Les locaux, installations et mobiliers mis à la disposition de l'ONUC seront utilisés en bon père de famille, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive du bailleur sans que celui-ci puisse prétendre à aucune indemnité ou dommage-intérêt à ce titre.
- Article 7 L'ONUC s'engage à prendre à sa charge toutes les petites réparations locatives usuelles. Il est entendu que les grosses réparations sont à la charge exclusive du bailleur.
- Article 8 En principe, l'ONUC ne peut modifier l'état ou la destination des lieux loués. Cependant, moyennant autorisation écrite et préalable du bailleur ou de son mandataire, l'ONUC pourra apporter des changements au complexe loué. Il reste entendu que toutes modifications permanentes et tous changements qui auraient été faits pendant la durée du bail resteront à son échéance la propriété du bailleur, à moins que celui-ci exige le rétablissement des lieux dans leur état primitif aux frais de l'ONUC.

- Article 9 Aux termes du présent contrat, il est spécifié que le preneur est son propre assureur. Le preneur prendra avec vigilance toutes mesures nécessaires contre les risques locatifs et notamment contre le risque d'incendie.
- Article 10 L'ONUC s'engage à rendre les locaux et le mobilier à l'expiration du bail dans leur état primitif, sauf en ce qui concerne les conditions stipulées à l'article 8 ci-dessus.
- Article 11 L'état des lieux et l'inventaire seront annexés au présent contrat avec lequel ils formeront un tout au contrat.
- Article 12 A défaut d'exécution de l'une ou l'autre condition ci-dessus fixée et dont aucune n'est réputée comminatoire et spécialement à défaut du paiement d'un seul terme de loyer dans les 45 jours de son échéance, le bailleur aura le droit de résilier le présent bail suite à une mise en demeure restée sans exécution pendant cinq jours sans préjudice de tous ses droits et dommages intérêts éventuels.
- Article 13 L'ONUC renonce pour lui-même, son personnel travaillant dans les lieux loués ou s'y trouvant en tout état de cause, à tout recours généralement quelconque contre le bailleur au cas où la responsabilité de celui-ci pourrait être invoquée du chef de dommage ou d'explosion, à moins qu'il n'y ait négligence ou entretien défectueux de sa part. L'ONUC est déchargé expressément par le bailleur de toute responsabilité quant aux dégâts qui pourraient être occasionnés à ses meubles, effets et marchandises par l'eau, l'électricité ou par autre cause, soit qu'ils se produisent dans une partie du complexe ou proviennent des bâtiments voisins.
- Article 14 Aux fins des présents, les parties font élection de domicile, le bailleur à son domicile, 2562 Avenue Walcke à Léopoldville, le preneur au Quartier Général de l'Opération des Nations Unies à Léopoldville, où tous commandements, significations, notifications ou communications pourront lui être valablement signifiés, tant en sa présence qu'en son absence.

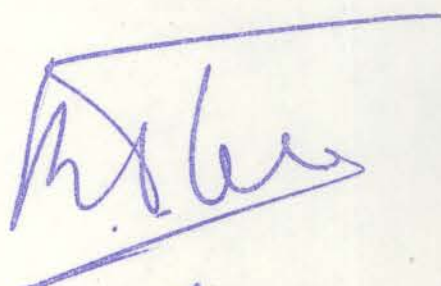
- Article 15 Toutes contestations et litiges entre les parties auxquelles donnerait lieu l'exécution du présent contrat seront soumises à la demande de l'une des parties à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.
- Article 16 Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies.
- Article 17 Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Fait à Léopoldville, le 15 Janvier 1963.

LE BAILLEUR



LE PRENEUR

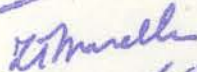


Visas ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF *for*

Le Chef du Service de l'Inspection *for* P.C. MARTIN *for*

Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER *for*



ADENDUM au CONTRAT ONUC/DE WAEL du 15 Janvier 1963

Article 1 Le bailleur cede au preneur qui accepte l'équipement et l'outillage de garage détaillé ci-dessous pour la somme forfaitaire mensuelle de Fr.C. 15.360 (quinze mille trois cent soixante francs congolais).

<u>Description</u>	<u>Qté.</u>	<u>Prix unitaire neuf</u>	<u>Valeur unitaire au début de la location</u>
1. Compresseur à air "Champion" avec moteur électrique de 7 CV	1	75.450	45.270
2. Pont hydraulique	1	155.000	93.000
3. Appareil gonfleur complet avec tuyau (station essence)	1	15.410	9.246
4. Tour avec accessoires et grand plateau complet de 2 mandrins, 1 lunette fixe et 1 lunette suiveuse, 5 engrenages, 1 grand mandrin 4 griffes	1	450.000	270.000
5. Petit "V" de traçage	2	500	300
6. Grand "V" de traçage	2	1.000	600
7. Foreuse avec pied, marque Pacera	1	30.000	18.000
8. Série de 16 mèches à cone 11-24 m/m	1 set	4.320	2.592
9. Série de 25 mèches diverses cylindriques 6-19 m/m	1 set	1.490	894
10. 1 meule sur pied électrique, marque Blue Point, puissance 1 CV, 3 phases avec 2 meules émeri	1	8.580	5.148
11. Set micromètres "Starret" 0-4"	1 set	3.200	1.920
12. Boîte d'alésoirs divers, 6 pièces 1/4" - 7/16"	1	7.000	4.200
13. Set de 3 pièces alésoirs divers, 7/16" - 1/2", 1/2"-9/16", 13/16"	1 set	5.400	3.240
14. Set de 11 pièces d'alésoirs extensibles, 12.5 - 30 m/m	1 set	14.850	8.910
15. Boîte d'extracteurs pour boulons cassés	1	1.800	1.080
16. Chargeur pour batterie de marque Schrieber	1	12.000	7.200

.../...

<u>Description</u>	<u>Qté.</u>	<u>Prix unitaire neuf</u>	<u>Valeur unitaire au déb. location</u>
17. Pistolet à peinture avec tuyau, soupape de réduction, épurateur et manomètre de pression, marque Devilbis	1	3.200	1.920
18. Chariot pour poste de soudure autogène, 2 roues	1	2.700	1.620
19. Tau, grand modèle à pied	1.	4.700	2.820
20. Etau d'établi, 4 ^e de luxe	1	1.500	900
21. Etabli	7	2.000	1.200
22. Table en acier	1	1.500	900
23. Table dactylo en acier, type FNMA, 2 tiroirs côté gauche	1	2.700	1.620
24. Etagère en acier	1	2.550	1.530
25. Etagère en acier pour stockage pneus	1	2.550	1.530

Article 2. Le preneur prend l'outillage et l'équipement dans l'état où ils se trouvent et il les reconnaît en bon état.

Article 3. L'équipement et outillage mis à la disposition de l'ONUC seront utilisés en bon père de famille, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive du bailleur sans que celui-ci puisse prétendre à aucune indemnité ou dommage-intérêt à ce titre.

Article 4. En cas de perte ou destruction de l'équipement ou d'une pièce le composant, l'ONUC s'engage à rembourser au bailleur le montant en francs congolais de la valeur agréée au début de la location.

Article 5. Le preneur s'engage à rendre le matériel et équipement à l'expiration du bail, sauf en ce qui concerne les conditions stipulées à l'article 4 ci-dessus.

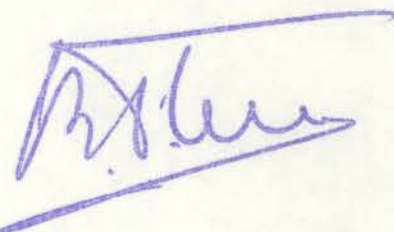
Article 6. Le présent adendum sera annexé au contrat de location avec lequel il formera un tout au contrat.

Article 7. Les clauses générales du contrat de location sont également applicables à cet adendum en ce qui concerne l'outillage.

Fait à Léopoldville, le 15 Janvier 1963

LE BAILLEUR

LE PRENEUR



Visas ONUC :

Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF *for R. Mandel*

Le Chef du Service de l'Inspection : P.C. MARTIN *R. Mandel*

Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER *A.W. Cooper*

N.B. - Il est certifié que l'équipement et l'outillage détaillé à l'Article 1 de l'Adendum au Contrat ONUC/ DE WAEL ont été inspectés le 11 Novembre 1962. Ils ont été pris en charge par la Section des Transports de l'ONUC qui se trouve seule responsable.

V. Hoffmeyer
V. Hoffmeyer

Chief Transport Officer 

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des
Services Administratifs, ci-après dénommée
"les Nations Unies" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part :

Le CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CONGO
représenté par son Chef de Division M.V.
BLANCHARD, ci-après dénommé "CHANIC";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1.- CHANIC s'engage à entretenir, dépanner et réparer les ascenseurs et monte-charges de marque SCHINDLER installés dans le building Lesse (quartier Hyppodrome, Léopoldville) occupé par l'ONUC selon les termes du présent contrat.

Article 2.- Le présent contrat prendra cours le 1er septembre 1962. Il est conclu pour une durée de trois mois, renouvelable par tacite reconduction à son échéance pour des périodes successives de trois mois. Il peut être résilié par chacune des parties avant son échéance moyennant un préavis de trente jours notifié par lettre recommandée, sans qu'aucune des parties puisse demander une indemnité quelconque. Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps avec effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO cesserait ses activités dans la région de Léopoldville.

Article 3.- Le montant du forfait trimestriel pour l'entretien, le réglage et le dépannage des deux ascenseurs et deux monte-charges SCHINDLER installés dans le building Lesse est établi à francs congolais 41,250; ce montant est calculé suivant le taux minimum de salaire légal des travailleurs congolais de la catégorie "lourd" tel que fixé par l'autorité compétente pour la M.O.I. Base au 1/9/62: 112,55 Frs. J. par jour.

Le forfait pour la reconduction d'une période trimestrielle sera révisé en fonction de la variation de ce taux selon la formule ci-après, entendu que le coût de la main-d'oeuvre congolaise représente 100 % du prix du forfait.

$$F_n = F \cdot \frac{X_n}{X} \quad \text{où}$$

- F_n = forfait trimestriel pour la reconduction d'une nouvelle période
 F = forfait trimestriel tel que prévu au contrat
 X_n = taux minimum de salaire constaté à la date de reconduction du contrat
 X = taux minimum de salaire constaté 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le taux minimum de la M.O.I. à prendre en référence est celui d'une famille type composée d'un travailleur chargé d'une femme et de deux enfants. Il comprend le salaire proprement dit augmenté de la ration, de l'indemnité de logement, de couverture et des allocations familiales en vigueur à Léopoldville (voir décret du 16 mars 1962 sur le contrat de travail et du 26 mai 1951 sur les allocations familiales).

Article 4.- CHANIC procédera une fois par mois à la vérification de tout l'appareillage, le treuil, les relais, la manœuvre et particulièrement les dispositifs de sécurité, en un mot, tout ce qui appartient à l'installation, de façon à en garantir le fonctionnement régulier; et en effectuer le nettoyage, le graissage et éventuellement le réglage. CHANIC fera ces opérations sous le contrôle d'un de ses techniciens européens qualifiés. CHANIC fournira les ingrédients et les graisses nécessaires.

Article 5.- Ne sont pas compris dans le forfait, les réparations et les remplacements des pièces cassées ou usées, le nettoyage journalier de la cabine, ni les dépannages nécessités par dérangements provoqués par faute grave d'un usager.

Article 6.- En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement de l'ascenseur CHANIC prendra le plus tôt possible, à partir du moment où il aura été avisé, toute action utile pour libérer les usagers qui pourraient être calés dans la cabine; il prendra encore dans les 24 heures toutes dispositions nécessaires pour éviter le chômage prolongé de l'ascenseur.

L'ONUC s'interdit de réclamer un dédommagement quelconque du fait de l'immobilisation de l'ascenseur si celle-ci est due à des cas de force majeure ou manque de pièces de rechange.

Article 7.- Lors des visites par le personnel de CHANIC, l'ascenseur sera mis à l'entière disposition de ce personnel qui pourra l'immobiliser pendant le temps nécessaire. Les convenances des usagers seront cependant ménagées autant que possible.

La salle des machines doit être fermée à clé et être inaccessible à toute personne incompétente. CHANIC pourra y remiser son outillage et les ingrédients nécessaires à l'entretien.

Article 8.- Tous les trois mois CHANIC adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture pour l'entretien, le réglage et le dépannage des ascenseurs et monte-charges selon le tarif établi à l'article 3 ci-dessus. Cette facture est payable dans les 30 jours après sa réception.

Article 9.- Toute réparation et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'une facture séparée. Les pièces de rechange et accessoires fournies par CHANIC seront facturées au prix net de catalogue. Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

L'ONUC réserve l'option de fournir de son stock à CHANIC les pièces de rechange nécessaires à la réparation des ascenseurs et monte-charges.

Article 10.- Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à CHANIC toutes les réparations aux ascenseurs et monte-charges installés dans le building Lesse. Il reste entendu que CHANIC ne prend aucune responsabilité pour les travaux de réglage ou de réparation exécutés par des tiers à la demande de l'ONUC.

Article 11.- Dans l'exécution des termes du présent contrat, il est entendu que CHANIC prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de CHANIC ne pourront en aucun cas être considérés comme agents de l'ONUC. CHANIC est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 12.- CHANIC s'engage à conclure une assurance couvrant sa responsabilité civile vis à vis des tiers en cas d'accident causé par suite d'un défaut d'entretien.

Une copie de la police d'assurance sera annexée au présent contrat avec lequel elle formera un tout.

Article 13.- Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, seront soumis à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 14.- Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

Article 15.- Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 16 *Janvier* 1962

Pour CHANIC

Y. Blanchard
Y. Blanchard
Chef de Division

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU
CONGO

B/T. Twigt
B/T. Twigt
Chef des Services Administratifs

VISAS ONUC

Le Conseiller Juridique Spécial: C. TAFF *C. Taff*

Le Chef du Service d'Inspection: P.C. MARTIN *P.C. Martin*

Le Chef du Service du Logement: N.G. LANSER *N.G. Lanser*

Le Chef du Service de l'Intendance: A.W. COOPER *A.W. Cooper*

C 44 610
11 January

3

TO : Mr. B. Twigt, Chief Administrative Officer
FROM : Z. F. Marcella, Legal Adviser
SUBJECT : Contract - Immocongo

... Reference the attached papers, I have discussed this question briefly with Mr. Cox. Our views are as follows:

The dollar clause is included in the contracts to protect the lessor from devaluation of the Congolese franc. It would logically follow from the wording of the clause (which specifically refers to the rate at the date of payment) that a revision of the rental based upon the clause would go into effect at the date when the first rental payment falls due following the date of the change in the rate of exchange Congolese francs/dollars. That means in this case that we ought to pay increased rental from 1 December 1961 and not from 1 January 1962. This obligation derives from the contract itself and is not dependant upon a request from the lessor. If the latter were the case, the more greedy landlords would be rewarded, and the less greedy ones punished. If it has nevertheless been our practice to make the relevant increase in rental dependant upon a request from the landlord, then that means that we have managed to make certain savings not anticipated in the contract, but we feel that this cannot be elevated into a general principle overriding the landlord's objections, in view of the clear wording of the contract.

The situation may be somewhat different if, in spite of this clause, we have continued over a long period to pay the original rent, and the lessor has continued to accept it in full discharge of ONUC's obligation under the contract, as we might then perhaps conclude that the lessor has waived his rights under this clause, and we should not be obliged to pay retroactively over long periods. But in the present case, where the difference is one month only, we feel that it would be difficult to turn down Immocongo's request.

... Encl.

ZFM/mm

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

DG/lz

C/ADM/610 Gen

INTER-OFFICE MEMO

10 January 1963

To : Chief Audit and Inspection Service

To : ✓ Special Legal Adviser

From : Chief Procurement Officer

H. M. Cooper

Subject: Contract with "Chanic" for maintenance and repair
of elevators "Building Semois"

...

1. Attached hereto please find, for your records, two
copies of the above mentioned contract.

CONTRAT

DG/ga

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des
Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC",

ET

d'autre part :

le CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CONGO,
représenté par son Chef de Division M. V.
BLANCHARD, ci-après dénommé "CHANIC";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1.- CHANIC s'engage à entretenir, dépanner et réparer l'ascenseur et le monte-charge de marque SCHINDLER desservant les entrées "A" et "B" du building SEMOIS (quartier Hyppodrome, Léopoldville) occupé par l'ONUC selon les termes du présent contrat.

Article 2.- Le présent contrat prendra cours le 1er Janvier 1963. Il est conclu pour une durée de trois mois, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de trois mois. Il peut être résilié par chacune des parties avant son échéance, moyennant un préavis de trente jours notifié par lettre recommandée, sans qu'aucune des parties puisse demander une indemnité quelconque. Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps, avec effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ses activités dans la région de Léopoldville.

Article 3.- Le montant du forfait trimestriel pour l'entretien, le dépannage et le réglage de l'ascenseur et du monte-charge faisant l'objet de ce contrat est établi à 20.000.00 francs Congolais. Ce montant est calculé suivant le taux minimum de salaire légal des travailleurs Congolais de la catégorie "lourd" tel que fixé par l'autorité compétente de la M.O.I. (base au 1.9.62 : 112.55 francs Congolais par jour).

Le forfait pour la reconduction d'une période trimestrielle sera révisé en fonction de la variation de ce taux, selon la formule ci-dessous (il est entendu que le coût de la main-d'oeuvre Congolaise représente 100% du prix du forfait) :

$$F_n = F \cdot \frac{X_n}{X} \quad \text{ou}$$

/...2

- F_n = forfait trimestriel pour la reconduction d'une nouvelle période;
F = forfait trimestriel tel que prévu au contrat;
X_n = taux minimum de salaire constaté à la date de reconduction du contrat;
X = taux minimum de salaire constaté 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le taux minimum de la M.O.I. à prendre en référence est celui d'une famille type composée d'un travailleur chargé d'une femme et de deux enfants. Il comprend le salaire proprement dit augmenté de la ration, de l'indemnité de logement, de couverture, et des allocations familiales en vigueur à Léopoldville (voir décret du 16 Mars 1962 sur le contrat de travail et du 26 Mai 1951 sur les allocations familiales).

Article 4.- CHANIC procédera une fois par mois, à la vérification de tout l'appareillage, le treuil, les relais, la manoeuvre et particulièrement les dispositifs de sécurité, en un mot, de tout ce qui appartient à l'installation, de façon à en garantir le fonctionnement régulier, à effectuer le nettoyage, le graissage et éventuellement le réglage. CHANIC fera ces opérations sous contrôle d'un de ses techniciens européens qualifiés.

CHANIC fournira les ingrédients et les graisses nécessaires.

Article 5.- Ne sont pas compris dans le forfait : les réparations et les remplacements des pièces cassées ou usées, le nettoyage journalier de la cabine, ni les dépannages nécessités par dérangement résultant de fautes graves d'un usager.

Article 6.- En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement de l'ascenseur ou du monte-charge, CHANIC prendra le plus tôt possible, à partir du moment où il aura été avisé, toute action utile pour libérer les usagers qui pourraient être calés dans les cabines; il prendra en outre, dans les 24 heures, toutes dispositions nécessaires pour éviter le chômage prolongé des appareils.

L'ONUC s'interdit de réclamer un dédommagement quelconque du fait de l'immobilisation de l'ascenseur si celle-ci est due à des cas de force majeure ou manque de pièces de rechange.

Article 7.- Lors des visites par le personnel de CHANIC, l'ascenseur sera mis à l'entière disposition de ce personnel qui pourra l'immobiliser pendant le temps nécessaire. Les convenances des usagers seront cependant ménagées autant que possible.

La salle des machines doit être fermée à clé et être inaccessible à toute personne incompétente. CHANIC pourra y remiser son outillage et les ingrédients nécessaires à l'entretien.

Article 8.- Tous les trois mois, CHANIC adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture pour l'entretien, le réglage et le dépannage de l'ascenseur et du monte-charge, selon le tarif établi à l'Article 3 ci-dessus. Cette facture est payable dans les 30 jours après sa réception.

Article 9.- Toute réparation et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'une facture séparée. Les pièces de rechange et accessoires fournies par CHANIC seront facturées au prix net de catalogue. Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

L'ONUC se réserve l'option de fournir de son stock à CHANIC, les pièces de rechange nécessaires à la réparation de l'ascenseur et du monte-charge .

Article 10.- Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à CHANIC toutes les réparations de l'ascenseur et du monte-charge installés dans le building SEMOIS. Il reste entendu que CHANIC ne prend aucune responsabilité pour les travaux de réglage ou de réparation exécutés par des tiers à la demande de l'ONUC.

Article 11.- Dans l'exécution des termes du présent contrat, il est entendu que CHANIC prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de CHANIC ne pourront en aucun cas être considérés comme agents de l'ONUC. CHANIC est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 12.- CHANIC s'engage à conclure une assurance couvrant sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers en cas d'accident causé par suite d'un défaut d'entretien.

Une copie de la Police d'assurance sera annexée au présent contrat avec lequel elle formera un tout.

Article 13.- Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent **contrat**, seront soumis à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 14.- Tout amendement aux Articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

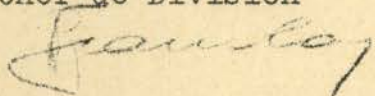
Article 15.- Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 2 Janvier 1963.

Pour CHANIC

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

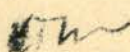
V. BLANCHARD
Chef de Division

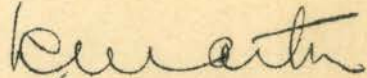



B.T. TWIGT
Chef des Services Administratifs




VISAS ONUC:

Le Conseiller Juridique Spécial: C. TAFF 

Le Chef du Service d'Inspection: P.C. MARTIN 

Le Chef du Service du Logement: N.G. LANSER 

Le Chef du Service de l'Intendance: A.W. COOPER 

CONTRAT

DG/ga

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des
Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC",

ET

d'autre part :

le CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CONGO,
représenté par son Chef de Division M. V.
BLANCHARD, ci-après dénommé "CHANIC";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1.- CHANIC s'engage à entretenir, dépanner et réparer l'ascenseur et le monte-charge de marque SCHINDLER desservant les entrées "A" et "B" du building SEMOIS (quartier Hyppodrome, Léopoldville) occupé par l'ONUC selon les termes du présent contrat.

Article 2.- Le présent contrat prendra cours le 1er Janvier 1963. Il est conclu pour une durée de trois mois, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de trois mois. Il peut être résilié par chacune des parties avant son échéance, moyennant un préavis de trente jours notifié par lettre recommandée, sans qu'aucune des parties puisse demander une indemnité quelconque. Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps, avec effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ses activités dans la région de Léopoldville.

Article 3.- Le montant du forfait trimestriel pour l'entretien, le dépannage et le réglage de l'ascenseur et du monte-charge faisant l'objet de ce contrat est établi à 20.000.00 francs Congolais. Ce montant est calculé suivant le taux minimum de salaire légal des travailleurs Congolais de la catégorie "lourd" tel que fixé par l'autorité compétente de la M.O.I. (base au 1.9.62 : 112.55 francs Congolais par jour).

Le forfait pour la reconduction d'une période trimestrielle sera révisé en fonction de la variation de ce taux, selon la formule ci-dessous (il est entendu que le coût de la main-d'oeuvre Congolaise représente 100% du prix du forfait) :

$$F_n = F \cdot \frac{X_n}{X} \quad \text{ou}$$

/...2

- Fn = forfait trimestriel pour la reconduction d'une nouvelle période;
F = forfait trimestriel tel que prévu au contrat;
Xn = taux minimum de salaire constaté à la date de reconduction du contrat;
X = taux minimum de salaire constaté 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le taux minimum de la M.O.I. à prendre en référence est celui d'une famille type composée d'un travailleur chargé d'une femme et de deux enfants. Il comprend le salaire proprement dit augmenté de la ration, de l'indemnité de logement, de couverture, et des allocations familiales en vigueur à Léopoldville (voir décret du 16 Mars 1962 sur le contrat de travail et du 26 Mai 1951 sur les allocations familiales).

Article 4.- CHANIC procédera une fois par mois, à la vérification de tout l'appareillage, le treuil, les relais, la manoeuvre et particulièrement les dispositifs de sécurité, en un mot, de tout ce qui appartient à l'installation, de façon à en garantir le fonctionnement régulier, à effectuer le nettoyage, le graissage et éventuellement le réglage. CHANIC fera ces opérations sous contrôle d'un de ses techniciens européens qualifiés.

CHANIC fournira les ingrédients et les graisses nécessaires.

Article 5.- Ne sont pas compris dans le forfait : les réparations et les remplacements des pièces cassées ou usées, le nettoyage journalier de la cabine, ni les dépannages nécessités par dérangement résultant de fautes graves d'un usager.

Article 6.- En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement de l'ascenseur ou du monte-charge, CHANIC prendra le plus tôt possible, à partir du moment où il aura été avisé, toute action utile pour libérer les usagers qui pourraient être calés dans les cabines; il prendra en outre, dans les 24 heures, toutes dispositions nécessaires pour éviter le chômage prolongé des appareils.

L'ONUC s'interdit de réclamer un dédommagement quelconque du fait de l'immobilisation de l'ascenseur si celle-ci est due à des cas de force majeure ou manque de pièces de rechange.

Article 7.- Lors des visites par le personnel de CHANIC, l'ascenseur sera mis à l'entière disposition de ce personnel qui pourra l'immobiliser pendant le temps nécessaire. Les convenances des usagers seront cependant ménagées autant que possible.

La salle des machines doit être fermée à clé et être inaccessible à toute personne incompétente. CHANIC pourra y remiser son outillage et les ingrédients nécessaires à l'entretien.

Article 8.- Tous les trois mois, CHANIC adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture pour l'entretien, le réglage et le dépannage de l'ascenseur et du monte-charge, selon le tarif établi à l'Article 3 ci-dessus. Cette facture est payable dans les 30 jours après sa réception.

Article 9.- Toute réparation et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'une facture séparée. Les pièces de rechange et accessoires fournies par CHANIC seront facturées au prix net de catalogue. Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

L'ONUC se réserve l'option de fournir de son stock à CHANIC, les pièces de rechange nécessaires à la réparation de l'ascenseur et du monte-charge .

Article 10.- Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à CHANIC toutes les réparations de l'ascenseur et du monte-charge installés dans le building SEMOIS. Il reste entendu que CHANIC ne prend aucune responsabilité pour les travaux de réglage ou de réparation exécutés par des tiers à la demande de l'ONUC.

Article 11.- Dans l'exécution des termes du présent contrat, il est entendu que CHANIC prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de CHANIC ne pourront en aucun cas être considérés comme agents de l'ONUC. CHANIC est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 12.- CHANIC s'engage à conclure une assurance couvrant sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers en cas d'accident causé par suite d'un défaut d'entretien.

Une copie de la Police d'assurance sera annexée au présent contrat avec lequel elle formera un tout.

Article 13.- Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent **contrat**, seront soumis à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 14.- Tout amendement aux Articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

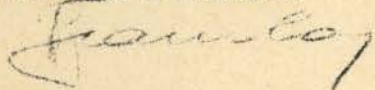
Article 15.- Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 2 Janvier 1963.

Pour CHANIC

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

V. BLANCHARD
Chef de Division



B.T. TWIGT
Chef des Services Administratifs



VISAS ONUC:

Le Conseiller Juridique Spécial: C. TAFF

Le Chef du Service d'Inspection: P.C. MARTIN

Le Chef du Service du Logement: N.G. LANSER

Le Chef du Service de l'Intendance: A.W. COOPER



c/ADM 610

CS

RDE/hc

9 January 1963

Chief Procurement Officer
Chief, Audit and Inspection Service

Contract No.133/62 with "GENWARRAN" for hire of transport

1. A proposed contract amendment No. 3 affecting Article 13 (Price Clause) to the above contract was submitted to this Service in early November 1962 for comment and agreement before reference to New York. The amendment was intended to have retroactive effect from 1 March 1962 and reduce the overall contract cost to ONUC.

2. Audit investigation of the effects of the proposed amendment showed that the effect would be to increase the contract costs by approximately \$500 per month and the proposal was therefore not supported. This was reported to the Chief Procurement Officer on 5 November 1962, (copy at Appendix A) together with the fact that the approval of the Contracts Committee (Meeting No.956) for the first six months of 1962 was limited to a total of \$8,000, whereas some \$40,000 had been spent.

3. It has now come to notice that a substitute contract amendment No.3 affecting Article 13 (Price Clause) has been submitted to New York (Leopoldville Administrative Report No.152/29) in December 1962 without opportunity being afforded to this Service to review the new proposals. Furthermore a "copy" of the revised contract amendment, shown as dated 21 December 1962 and effective from 1 September 1962 has also been sent to New York. This document could be read to indicate that the Audit and Inspection Service had seen, and had raised no objection to the revised amendment. Such is not the case.

4. In support of the proposed contract revision, the following figures were referred to New York:-

	<u>September</u>		<u>October</u>	
	Original Terms	New Terms	Original Terms	New Terms
	\$	\$	\$	\$
Supply Stores	2201.75	1999.00	4322.50	3263.00
Ordnance Stores	966.75	922.50	1795.50	1625.00
PX Stores	2947.00	3016.50	3722.00	3733.00
UNICEF Stores	<u>90.00</u>	<u>104.00</u>	<u>953.50</u>	<u>968.50</u>
	<u>6205.50</u>	<u>6042.00</u>	<u>10793.50</u>	<u>9589.50</u>

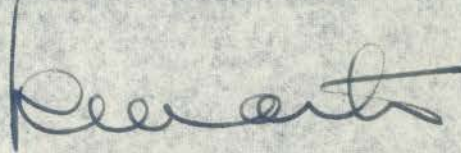
These purported to show the savings which would accrue to ONUC upon implementation of the revised contract amendment.

5. Audit enquiry showed that:-

- (a) the figures recorded as the costs under "original terms" were as supplied by the contractor and had not been checked by Procurement
- (b) the application of the original Article 13 (Price Clause) was in dispute between the contractor and ONUC - (see details of difference at Appendix B)
- (c) in consequence of (a) and (b) above the figures quoted under "original terms" were those claimed by the contractor and not contractual amounts payable by ONUC
- (d) contractual amounts payable by ONUC, for example, for October under the "original terms" would appear to be less than under the proposed "new terms". Assessment of the detail of transport costs for supply stores in October is as follows:-

	<u>Original Terms</u>	<u>New Terms</u>
	\$	\$
Tonnage rate (\$5 or \$6.50)	2510.00	3263.00
\$1 Hourly rate - assessed by Procurement	300.00	nil
50% for Saturday and Sunday overtime	<u>237.25</u>	<u>nil</u>
	3047.25	3263.00
50% Overtime rate on basis of contractors interpretation of contract	<u>795.00</u>	<u>nil</u>
	3842.25	3263.00
Unexplained balance of contractors total	<u>480.25</u>	<u>nil</u>
Amounts reported to New York (i.e. contractors statement)	<u>4322.50</u>	<u>3263.00</u>

Under the "original terms" ONUC appears to be liable for approximately \$3,047, whereas this would be \$3263.00 under the revised terms proposed. It would appear probable that this trend applies throughout, and without further details demonstrating the suggested economy of the proposed amendment this Service remains unable to support it.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "P.C. Martin", with a stylized flourish at the end.

(P.C. MARTIN)

cc: Director of Internal Audit, New York
Chief Administrative Officer
Special Legal Adviser

5 November 2

Mr. A. W. Cooper, Chief Procurement Officer
Chief, Audit and Inspection Service

Proposed Amendment No. 3 to Contract No. 133/62, dated 18 April 1962,
with "CENWARRAN" revising charges for hiring transport

1. Mr. Gardellin has explained the purpose of the proposed amendment to the above contract and made available a summary of details which had been extracted from contract bills covering the period May through August 1962. Apparently, the purpose of the proposed amendment was to simplify the method of calculating the charges and the summary purported to show that the overall cost to ONUC would be reduced.

2. As the result of our enquiries, it was found that the costs under the proposed revised terms had been estimated on the basis that no minimum charge was to apply, whereas the draft amendment refers to a minimum charge of \$13.

3. On the basis of the figures given in the 4-month summary referred to above, the financial effect of the proposed revision for that period would be:

a) Present Contract Terms

Payments based on \$5 rate (including minimum charge)	\$ 20,573
Extras for hourly payments and overtime working	" 4,258
Total	<u>\$24,731</u>

b) Proposed Amendment

Payments based on \$6.50 rate (including minimum charge), i.e. $\frac{\$20,573}{\$5} \times \$6.50$	= <u>\$26,745</u>
---	-------------------

4. The Audit and Inspection Service is, therefore, unable to support the proposed contract amendment No. 3 which would increase the cost by some \$500 per month.

5. Further, it is noted that:

- a) The Contracts Committee (Meeting No. 949) sought to establish the total expenditure forecast under Article 13 (transport hire) over the period of the contract.
- b) The Chief Administrative Officer was informed by the Chief Procurement Officer (reference 8304, dated 27 July 1962) that, based on the period 1 January through 30 June 1962, expenditure under Article 13 would be \$8,000.
- c) The Contracts Committee (Meeting No. 956) recommended approval of the proposed contract only for the period 1 January through 30 June 1962, and recorded the total estimated expenditure as \$8,000.
- d) In fact, expenditure under Article 13, appears to have averaged \$6,000 each month.

6. It is, therefore, necessary to seek the approval of the Contracts Committee to continue the contract beyond 30 June 1962, and it would appear necessary to inform that committee that the total expenditure under Article 13 throughout the contract greatly exceeds the figure of \$8,000, which was reported to the committee.

7. Commercial transport should be hired only when the requirement cannot be met from ONUC resources. In view of the incidence of hiring transport in recent months, I would be grateful for confirmation that, before any hiring is contemplated, certification is obtained from the Officer-in-Charge of the Military Transport Coy stationed in Leopoldville that his unit is unable to undertake the commitment concerned.

(P. C. MARTIN)

cc: Chief Administrative Officer
Special Legal Adviser

Extract from original contract with la COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE
et de WARRANTAGE "CENWARRAN" dated 18 April 1962

" Article 13:

Cenwarran est en outre chargée à la demande des Nations Unies
du transport par camion des marchandises de l'ONUC à raison de
5\$ USA la tonne transportée, avec une garantie minima de 10\$ USA
par transport. Les Nations Unies payeront encore une taxe
supplémentaire d'utilisation véhicule établie à 1\$ USA par heure.
Tout transport effectué en partant de Cenwarran en dehors des
heures normales de service - c'est-à-dire de huit heures à douze
heures et de quatorze heures à 17 heures; tout transport effectué
le Samedi après-midi, le dimanche ou jours fériés légaux, sera
facturé aux Nations Unies avec une majoration de cinquante pour
cent sur les conditions fixées ci-dessus."

Difference of interpretation or intention

- (a) ONUC contends that the supplement of 50% is not payable if
transport leaves Cenwarran store during normal working hours.
- (b) The contractor maintains that the intention of the clause was
that the supplement of 50% would be payable for the whole period
that the transport was used if it should return to the
Cenwarran store outside normal working hours.

C/ADM 610

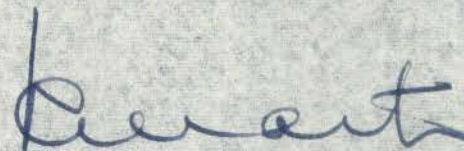
PCM/apt

8 January

3

Mr. Norman G. Lanser, Chief Accommodation Officer
Chief, Audit and Inspection Service
Contracts EV-199 and EV-228

1. The Audit and Inspection Service have no objection to
the contracts proposed in your REG/REB/A/950, dated 29 December
1962.



(P. C. MARTIN)

cc. Special Legal Adviser ✓
Chief Finance Officer

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

97
C/ADM 610

DG/ga

3 January 1962

Ref.: C/ADM 610 Gen

TO : ✓ Special Legal Adviser
Chief Audit and Inspection Service
Chief Finance Officer
Chief Accommodation Officer

FROM : Chief Procurement Officer

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'A. N. Camp', is written over the 'FROM' line.

SUBJECT : Amendment N° 1 to original contract with Messrs RAMAEKERS
for the Lease of N'Galiema Restaurant

..... 1. Attached hereto please find, for your records, two copies
of the above mentioned amendment.

AVENANT NO. 1

au contrat de location conclu le 14 Juillet 1962 entre l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO et Madame Marie-Thérèse RAMAEKERS.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

L'Article 4 du contrat est annulé et remplacé par le suivant :

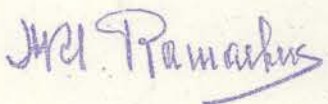
Le présent contrat entrera en vigueur à partir du 1er Août 1962. Il est conclu pour une période d'une année. Le preneur se réserve l'option de le renouveler à son échéance pour des périodes successives d'une année ; cette option s'étendra pour une durée de cinq ans à partir du 31 Juillet 1963.

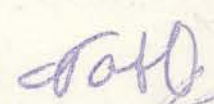
Nonobstant les dispositions précédentes, le preneur pourra mettre fin au contrat à tout moment après le 1er Août 1963 moyennant (1963) un préavis de 30 jours donné par lettre recommandée, sans que le bailleur puisse demander une indemnité quelconque.


Tous les autres termes du contrat demeurent inchangés.


Fait à Léopoldville, le 18 Décembre 1962.


LE PRENEUR


LE BAILLEUR

Visas : Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF 

Le Chef du Service de l'Inspection : P.C. MARTIN 

Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER 

AVENANT NO. 1

au contrat de location conclu le 14 Juillet 1962 entre l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO et Madame Marie-Thérèse RAMAEKERS.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :


L'Article 4 du contrat est annulé et remplacé par le suivant :

Le présent contrat entrera en vigueur à partir du 1er Août 1962. Il est conclu pour une période d'une année. Le preneur se réserve l'option de le renouveler à son échéance pour des périodes successives d'une année ; cette option s'étendra pour une durée de cinq ans à partir du 31 Juillet 1963.

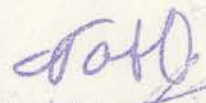
Nonobstant les dispositions précédentes, le preneur pourra mettre fin au contrat à tout moment après le 1er Août 1963 moyennant (1963) un préavis de 30 jours donné par lettre recommandée, sans que le bailleur puisse demander une indemnité quelconque.


Tous les autres termes du contrat demeurent inchangés.


Fait à Léopoldville, le 18 Décembre 1962.


LE PRENEUR


LE BAILLEUR

Visas : Le Conseiller Juridique Spécial : C. TAFF 

Le Chef du Service de l'Inspection : P.C. MARTIN 

Le Chef du Service de l'Intendance : A.W. COOPER 

DG/eg

A/R.

21st December

2

Chief Procurement Officer

CHUC CONTRACT WITH CHENNAI, CON.133/62
Article 13 - Transport of CHUC Goods
(Ref: our 88/21 and CON.976 Item 7)

The subject Contract has been under review and it is noted that as a result of miswording of the first sentence in sub-para (d) of the above-mentioned A/R the authority has been recorded for only US \$ 8000 whereas the monthly expenditure is in effect approximately US \$ 7000. This sub-para (d) should have read :-

"The additional monthly expenditure foreseen under Article 13 based upon experience accrued during the period 1/162 - 30/6/62 is as follows

and as a result of the omissions the sense of the sentence has been altered completely.

In support of the foregoing we enclose copy of Internal Purchase Order No. LPO/2-6309/BU dated 14/8/62 with which a monthly obligation for the transportation was requested in the amount of \$ 7000, and such obligation was recorded by CHUC Finance on 15/8/62.

Detailed statistics of weights and charges for the period March through August 1962 are forwarded herewith. These charges are calculated in accordance with the terms laid down in Article 13 of the original Contract CON.133/62.

We are also forwarding herewith statistics for the period September/October 1962, with charges calculated at the new rate of \$6.50 per ton transported, without charge for overtime and usage of the vehicle but with minimum guarantee of \$ 13.00 per transport. The new arrangements are covered by the attached draft of amendment No.3 to the original contract.

AR 152/20

29 DEC 1962

Ref: O/ADM/610/GTH

DO/cg

21st December

Chief Recruitment Officer

-2-

Committee on Contracts Approval of the revised presentation is requested.

Any inconvenience resulting from the previous erroneous presentation is much regretted.

cc: Special Legal Adviser ✓
Chief Audit and Inspection Service.

TRANSPORTS ONUC 1962

	P.X		ORDNANCE		SUPPLY		UNICEF	
Month	Tonnage	Cost	Tonnage	Cost	Tonnage	Cost	Tonnage	Cost
	Kilos	U.S.A. \$	Kilos	U.S.A. \$	Kilos	U.S.A. \$	Kilos	U.S.A. \$
Mars	344.203	2.047.50	73.384	845.00	653.166	3.975.50	155.489	812.50
Avril	112.632	699.00	66.024	731.50	489.901	3.033.00	28.508	174.50
Mai	312.697	2.049.50	65.664	792.00	386.502	2.431.00	5.986	53.00
Juin	584.424	3.893.50	103.523	1.250.50	448.526	2.633.50	115.605	667.00
Juillet	347.742	2.173.50	203.943	1.318.00	375.988	2.237.00	-	-
Août	166.989	1.121.00	147.265	1.195.50	354.525	2.052.00	107.550	573.00

TRANSPORTS ONUC 1962

SUPPLY			
Month	Tonnage Kilos	Original Terms \$	New Terms \$
September	305.036	2.201.75	1.999.00
October	493.771	4.322.50	3.263.00

ONUC (ORDNANCE)			
September	134.408	966.75	922.50
October	246.746	1.795.50	1.625.00

P.X.			
September	455.330	2.947.00	3.016.50
October	570.477	3.722.00	3.733.00

UNICEF			
September	13.185	90.00	104.00
October	143.084	953.50	968.50

C O P I E

(DG/dm)

AVENANT N° 3 AU CONTRAT CON 133/62

du 18 AVRIL 1962

ENTRE

d'Une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. B.T. TWIGT, Chef des
Services Administratifs de l'ONUC, ci-après
dénommée "LES NATIONS UNIES" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part :

la COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE ET DE WARRANTAGE
(CENWARRAN) S.C.R.L., représentée par son
mandataire à Léopoldville, M. R. GONCALVES,
ci-après dénommée "CENWARRAN".

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Le texte de l'article 13 du contrat original est annulé et remplacé
par le suivant :

Article 13.- CENWARRAN est en outre chargée, sur demande des
NATIONS UNIES, du transport par camion des marchandises de l'ONUC,
dans le rayon de Léopoldville et de ses environs immédiats, au prix
forfaitaire de 6.50 dollars U.S.A. la tonne transportée, sans
limite de kilométrage et d'heures de service, avec cependant une
garantie minima de 13.00 dollars U.S.A. par transport.

Le présent avenant prend effet rétroactivement le 1er Septembre 1962.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.

Fait en français à Léopoldville le 21 Décembre 1962.

Pour la Compagnie d'Entreposage et
de Warrantage CENWARRAN :

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

(S) R. GONCALVES
Mandataire

(S) B.T. TWIGT
Chef des Services Administratifs

VISAS: Chef du Service de l'Intendance: A.W.Cooper
Conseiller Juridique Spécial: C. Taff
Chef du Service d'Inspection: P.C.Martin

Ref.: New York A/R 85/60, Contracts Committee Meeting N° 949
ONUC A/R 88/31 du 30 Juillet 1962.

⑧

C/ADM 610

DG/ga

2 January 1962

Ref.: U/ADM 610 Gen

6

TO : Chief Finance Officer
Chief Audit and Inspection Service
✓ Special Legal Adviser

FROM : Chief Procurement Officer

A. W. Campbell

SUBJECT: Contract with Air Congo for the supply of aviation fuel
and lubricants

- 1. Attached hereto please find, for your records, two copies
of the above mentioned contract.